

INTERVIEW

Christian de Perthuis, économiste

« Aujourd'hui, la valeur climatique compte pour zéro »

Alors que six grandes compagnies pétrolières en appellent à une taxation internationale du carbone, l'économiste Christian de Perthuis, co-auteur de l'ouvrage **Le climat à quel prix?**, farouche partisan de ce système, pose la question du réchauffement climatique sous l'angle économique. Une **approche pragmatique** qui secoue le débat, à six mois de la conférence internationale sur le climat organisée à Paris.

Propos recueillis par Samuel RIBOT (ALP)



Comment un économiste en vient-il à se passionner pour le réchauffement climatique ?

J'ai découvert cette thématique en constatant que la question du réchauffement faisait appel à des techniques utilisées sur les marchés financiers, que ce soit par rapport aux engagements de Kyoto ou aux échanges de permis carbone. Je me suis pris de passion pour le sujet, ce qui m'a amené à me spécialiser dans l'économie du changement climatique, jusqu'à créer un master « Energie Finance Carbone » à l'université Paris Dauphine. Aujourd'hui, je ne fais « que » de l'économie climatique.

Vous comparez la crise climatique à la crise financière. Quelles analogies y voyez-vous exactement ?

Dans un système financier, il faut de la dette. Mais il y a des moments où elle devient ingérable, ce qui peut entraîner la faillite d'un ménage, d'une entreprise, d'un pays, voire d'un système financier dans son ensemble. Le problème, c'est qu'on ne sait pas à quel niveau de dette tout cela peut exploser. On retrouve ça au niveau du climat : les climatologues sont d'accord pour nous dire que les émissions de CO₂ entraînent un réchauffement de l'atmosphère et donc un dérèglement climatique, mais ils ne peuvent pas dire où, quand et comment tout cela basculera. Il nous faut donc, comme en économie, travailler sur la notion de risque.

Vous établissez un rapport direct entre croissance économique et émissions de CO₂. Comment stopper ce couple infernal alors que la croissance reste l'Alpha et l'Omega de nos politiques économiques ? En s'occupant à la bonne échelle du changement climatique et des problématiques envi-

ronnementales liées notamment à la biodiversité, on va modifier le contenu de la croissance. C'est-à-dire qu'on va réduire la production de biens et de services standardisés pour se tourner vers la qualité environnementale et l'économie du recyclage. Cette croissance « verte » aura-t-elle le même impact que notre croissance « grise » ? Tout dépend de notre capacité à réaliser, dans le cadre de cette transition, des investissements qui deviendront des relais de croissance. Nous avons aujourd'hui, en Europe, dramatiquement besoin d'investissements. Je pense que le changement climatique peut être un formidable levier de reprise économique.

« Je pense que le changement climatique peut être un formidable levier de reprise économique. »

La France accueille en novembre la conférence Cop 21 (1). À quoi ont servi les 20 premières ?

Il y en a trois qui ont compté. La Cop 1, à Berlin, en 1995, où les pays ont décidé de traduire les principes de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La Cop 3, à Kyoto, où on a fixé les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et couplé ces engagements avec un mécanisme de tarification du carbone. Et puis il y a eu Copenhague, avec l'avènement d'un système de libre-service qui permet

à chaque pays d'indiquer quel type d'effort il est disposé à faire, et dans quelles proportions. Enfin, il y a eu cette promesse de transfert financier de 100 milliards de dollars par an du Nord vers le Sud, qui était la contrepartie demandée par les pays émergents pour s'engager dans une réduction de leurs émissions.

Mais Copenhague a été présenté comme un fiasco. Que s'est-il passé depuis ?

On a fait du surplace. Ces mécanismes s'enlisent : les contributions ne sont pas compatibles avec l'objectif de tenir un réchauffement de l'ordre de 2°C, il n'y a pas de système de mesure et de vérification commun et la promesse de 100 milliards ressemble surtout à une promesse verbale.

Pourquoi est-ce si difficile de faire adhérer les pays à un objectif commun ?

Il y a d'abord un décalage entre le calendrier politique et le calendrier du réchauffement climatique. Le réchauffement s'envisage sur du temps long. La politique sur un temps plus court. Au final, l'impact global et ses effets négatifs finiront par toucher tout le monde, sans exception. Or, pour certains pays comme le Canada et la Russie, il y aura dans un premier temps des effets positifs comme l'ouverture de voies navigables ou l'extension des terres cultivables, ce qui peut favoriser une vision court-termiste. Ensuite, il y a le problème de l'aspect mondial de la pollution. Si vous luttez contre le diesel à Paris ou les microparticules à Pékin, le citoyen en

perçoit lui-même les bénéfices. Sur le changement climatique, il faut réfléchir en termes de quantité globale de CO₂, ce qui fait que vos efforts ne sont pas visibles localement.

En quoi la conférence de Paris pourrait-elle inverser cette tendance ?

L'enjeu de Paris est de voir si on peut sortir de ce surplace. Pour cela, il ne faut pas se tromper de question. La question n'est pas « faut-il lutter contre le réchauffement climatique ? » La question est « comment peut-on faire pour améliorer la coopération internationale afin de lutter contre le réchauffement climatique ? ». Et pour y parvenir, le levier le plus efficace est selon nous la tarification internationale du carbone.

« Chaque émission de CO₂ doit être associée à un coût économique. »

Comment fonctionnerait cette tarification internationale ?

Notre système économique est basé sur des valeurs qui s'expriment à travers des prix. Et, in fine, les choix que nous faisons dépendent de ces valeurs. Aujourd'hui, la valeur climatique compte pour zéro ou quasi zéro. Il faut renverser cette perspective. Chaque émission de CO₂ doit donc être associée à un coût économique. Dans ce cas, il devient intéressant pour un pays de réduire ses émissions, chaque réduction d'émission de carbone induisant une économie. Là où on a mis cette politique en place, comme par exemple en Suède, ça donne des résultats. Et si on adjoint à ce principe celui du bonus-malus, ça devient efficace et incitatif.

Et si Paris échouait ?

Souvenez-vous de Copenhague : la quasi-totalité des médias avait présenté la chose en nous disant qu'en gros, on avait deux semaines pour sauver la planète. Il faut éviter ce genre de dramatisation. La question est de savoir s'il est utile et nécessaire qu'il y ait une réelle coordination de l'action contre le changement climatique dans le cadre des Nations Unies. Certains pensent que ce serait plus efficace dans d'autres cadres. Personnellement, je suis attaché au cadre des Nations Unies parce que, via le Giec (2), la connaissance scientifique nous apporte un référentiel commun, un langage commun, qui seuls peuvent nous permettre de mener une politique commune.

(1) Cop : Conférence de l'ONU sur la climat

(2) Giec : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Le climat à quel prix ?, Christian de Perthuis et Raphaël Trépoignon. Éditions Odile Jacob, 147 pages, 19,90 euros.